

sez... vous ne voulez pas être des nôtres... vous avez tort, très-grand tort... C'est bien décidé?

M. DE RIGNY.

Oui, monseigneur, et je vous prie de faire agréer mon refus.

M. DE POLIGNAC.

Cent cinquante mille francs d'appointemens, un hôtel magnifique, des chevaux, des voitures et de l'agrément surtout, beaucoup d'agrément... Cela mérite réflexion, monsieur l'amiral.

M. DE RIGNY.

Adieu, monseigneur, je pars ce soir même pour Toulon.

M. DE POLIGNAC.

Bon voyage, monsieur l'amiral, bon voyage!

SCÈNE XI.

LE CABINET DE M. DE LA BOURDONNAIE.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Bonjour, monsieur, bonjour... Ah! vous êtes des nôtres, vous!

LE POÈTE.

Monseigneur, je viens invoquer l'intervention de

votre justice pour une affaire purement littéraire, et j'ose me flatter que je n'aurai pas trop présumé de votre bienveillance pour les lettres. La censure, monseigneur, est quelquefois bien susceptible.

M. DE LA BOURDONNAIE.

La censure, monsieur, fait son devoir; elle ne saurait, par le temps qui court, être trop sévère, car l'indulgence favorise le scandale; et le scandale est la ruine des mœurs publiques.

LE POÈTE.

Dieu merci, monseigneur, j'ai respecté les mœurs publiques, et si la censure fait son devoir, je connais celui du poète. On exige des suppressions, des retranchemens si extraordinaires dans mon ouvrage, que, si je consens à les faire, si je m'exécute de bonne grâce, mon ouvrage n'aura plus ni queue ni tête; enfin, j'ai pris le parti d'en appeler à votre équité.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous avez bien fait, monsieur, vous avez bien fait. J'ai lu votre pièce...

LE POÈTE.

Quoi, déjà, monseigneur? alors je suis sûr que la censure a tort, et je me félicite d'avoir sollicité une audience qui mettra un terme à ma cruelle perplexité.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Oui, monsieur, j'ai lu votre pièce; il y a du talent, beaucoup de talent dans cet ouvrage, mais permettez-moi de vous faire juge dans votre propre cause. Vous êtes royaliste, monsieur?

LE POÈTE.

Oui, monseigneur, royaliste constitutionnel, et j'ai prouvé mon dévouement à nos institutions et à la dynastie qui nous gouverne.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Eh! bien, monsieur, croyez-vous qu'il soit convenable de livrer la majesté royale aux moqueries indécentes, aux risées séditieuses d'un parterre ignorant?

LE POÈTE.

Non, certes, monseigneur; mais sous ce rapport, mon drame est bien innocent.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Quoi! monsieur, vous ne voyez pas combien il est dangereux de montrer la faiblesse d'un roi esclave d'un ministre? Qu'est-ce que le roi que vous avez mis en scène? un esclave, et un esclave ridicule!

LE POÈTE.

J'ai traduit l'histoire, monseigneur, j'ai été religieusement fidèle aux traditions, et je ne pouvais,

je n'aurais jamais voulu faire mentir l'histoire. La vérité doit être la première loi du poète dramatique qui est aussi un historien.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous vous trompez, monsieur, le poète n'est pas servilement astreint aux dates, aux époques, aux exigences historiques; le poète doit inventer, sous peine de démentir son nom; qu'il invente donc, mais que son imagination n'ait rien d'hostile, qu'elle ne fasse pas la guerre aux vieux souvenirs. Il est certaines choses qu'il faut respecter; telles sont les erreurs, les fautes des princes, si toutefois elles sont bien prouvées.

LE POÈTE.

Mais, monseigneur, il y a diverses espèces de drames; le drame historique exige surtout la vérité de l'histoire; la tragédie elle-même, la tragédie classique ne vit que par ce mérite... Corneille, Voltaire, ces rois de la scène, se sont attachés à reproduire fidèlement les mœurs, les caractères, les passions des personnages célèbres dans l'histoire; j'ai tâché de faire comme eux...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Corneille et Voltaire n'ont jamais mis des rois de France en scène, et Voltaire cependant ne manquait pas d'audace; que vous en semble?

LE POÈTE.

Si Corneille et Voltaire vivaient de nos jours, sous l'empire d'une charte, s'ils travaillaient pour le Théâtre-Français de 1829, sans doute ils eussent été plus hardis; ils eussent laissé reposer un moment les Grecs et les Romains.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous croyez donc, monsieur, qu'ils se seraient rangés sous la bannière romantique?

LE POÈTE.

Classiques ou romantiques, ils se seraient conformés au goût de leur siècle, et ce siècle, qui est le nôtre, veut du nouveau...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Eh! mon Dieu, monsieur, donnez-nous du nouveau... en littérature : soit; mais qu'est-il besoin d'aller chercher des rois de France pour faire du nouveau? N'y a-t-il de la tragédie, proprement dite, ou de l'étoffe dramatique que dans les fastes de notre pays? L'Angleterre nous tend les bras, d'autres pays nous offrent une jolie collection de crimes, d'épisodes sanglans, de révolutions; mais à quoi bon tourmenter nos races royales; encore si c'était celle des Valois; mais vous vous adressez justement à celle des Bourbons.

LE POÈTE.

Monseigneur, le présent n'est pas responsable du passé, et puis, l'histoire est féconde en leçons pour l'avenir.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Mot de poète; laissez donc, monsieur, vos leçons ne sont que des provocations à la sédition, à l'insulte; vos intentions peuvent être excellentes, mais le parterre les interprète à sa guise, et le mal est fait sans qu'on puisse y remédier. Tenez, mon cher monsieur, comme vous m'intéressez, je dois vous parler avec franchise. Je veux bannir les rois de la scène; ce ne sont pas gens taillables et corvéables pour messieurs les auteurs dramatiques; et s'il plaît à Dieu de me laisser long-temps au ministère, j'espère que tous les personnages de la comédie seront roturiers ou bourgeois.

LE POÈTE.

C'est me dire, monsieur, de mettre mon manuscrit dans ma poche, et m'interdire définitivement la représentation.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ah! vous n'êtes jamais embarrassé pour vendre vos ouvrages, monsieur, et tous les libraires de la capitale vont se disputer votre manuscrit.

LE POÈTE.

Une pièce de théâtre est faite pour être jouée d'abord...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Si elle est bonne, si elle abonde en beaux vers, tels que vous savez les faire, elle n'a pas besoin de la recommandation d'un succès obtenu sur la scène.

LE POÈTE.

Mais que deviendra le théâtre, si on lui impose de semblables entraves?

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ce qu'il voudra ou ce qu'il pourra; peu m'importe: le salut de l'état passe avant celui du théâtre. Mais, monsieur, pourquoi ne faites-vous plus d'odes?... J'aime beaucoup les odes, moi; cela vaut mieux que des tragédies, des drames historiques. Votre place, monsieur, est marquée d'avance à côté de notre grand Rousseau.

LE POÈTE.

Je vous remercie, monseigneur, de vos conseils et de la place honorable que m'assigne votre indulgence; mais dois-je désespérer de voir jouer mon drame? Faut-il que je perde le fruit de mes travaux, de mes veilles?

M. DE LA BOURDONNAIE.

Je vous ai déjà annoncé mes intentions; mais

j'aime à croire, monsieur, que nous n'en serons pas moins bons amis pour cela...

LE POÈTE.

Monseigneur, permettez-moi de prendre congé de votre excellence... J'ai l'honneur de vous saluer.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Est-ce que par hasard vous auriez de l'humeur, monsieur! ah! vrai, j'en serais très-contrarié, mais le salut de l'état est la première loi d'un ministre.

(Le poète salue le ministre et s'éloigne.)

Il est fâché! il me garde rancune! Tant pis, ma foi, tant pis. Je n'irai pas débiter par de ridicules concessions. Cependant, il y a moyen d'arranger tout cela... avec un budget! oh! la chose est facile. Les hommes de lettres, les poètes! ils sont très-friands d'encouragemens pécuniaires, de pensions; oui, il suffit de quelques mille francs pour opérer la réconciliation; je vais faire écrire à ce jeune homme par mon secrétaire une lettre à laquelle il ne pourra résister... et j'espère bien qu'avant un mois nous aurons une ode ou un dithyrambe qui fera un très-bon effet sur l'esprit public.

(Il sort de son cabinet.)

SCÈNE XII.

LE GRAND ESCALIER DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

(M. le baron de Montbel monte, tandis que M. Cuvier descend; celui-ci n'a pas d'abord été reconnu par le nouveau ministre de l'instruction publique.)

M. CUVIER, *à part.*

Voilà un homme dont la place m'aurait bien mieux convenu qu'à lui. Comment n'a-t-on pas songé à moi ?

M. DE MONTBEL, *se retournant.*

Monsieur Cuvier ! monsieur Cuvier !...

M. CUVIER.

Qui m'appelle ! Ah ! c'est vous, monsieur le baron, comment vous portez-vous ?...

M. DE MONTBEL, *descendant quelques marches.*

Bien, très-bien ! Précisément, je vous cherchais, monsieur le baron, et le hasard me favorise singulièrement, puisque je vous rencontre ici. J'ai besoin de vous...

M. CUVIER.

Vous avez besoin de moi ! tant mieux ; si je puis vous être bon à quelque chose, ne vous gênez pas.

M. DE MONTBEL.

C'est pour une petite affaire... Oh ! ce n'est presque rien : vous avez une grande habitude des solennités universitaires, vous avez plus d'une fois présidé des distributions de prix aux colléges royaux de la capitale ?

M. CUVIER.

Oui, monsieur le baron, j'ai rempli par *interim* les fonctions de grand-maître de l'université.

M. DE MONTBEL.

Et avec honneur, avec dignité ! La jeunesse vous connaît, les savans, les professeurs vous respectent.

M. CUVIER.

Ah ! monsieur le baron !

M. DE MONTBEL.

Le monde scientifique vous regarde comme un de ses souverains ; vous avez prouvé par un illustre exemple que la science pouvait fort bien s'allier aux qualités de l'homme d'état ; enfin, vous avez cueilli tous les lauriers.

M. CUVIER.

Ah ! monsieur le baron, c'est trop de louanges...

M. DE MONTBEL.

Vous les méritez toutes, monsieur le baron ; et moi, en ma qualité de ministre de l'instruction

publique, je dois reconnaître, récompenser le talent; voici une occasion qui s'offre à moi de vous donner un gage de mon estime particulière: c'est après-demain la distribution générale des prix aux élèves des collèges royaux, et j'ai jeté les yeux sur vous...

M. CUVIER, *à part.*

Me voilà pris! (*Haut.*) Les expressions me manquent, monsieur le baron, afin de vous exprimer ma sincère et vive reconnaissance pour un tel honneur... auquel, certainement, monsieur le baron, j'étais loin de m'attendre; permettez-moi, cependant, quelques observations... non pas que je ne me trouve très-honoré d'une pareille mission, mais c'est toujours le chef de l'université qui doit présider cette auguste cérémonie; votre absence, monsieur le baron, pourra paraître extraordinaire, donner lieu à des conjectures, à des préventions défavorables sur votre nouvelle administration...

M. DE MONTBEL.

Vous vous trompez, monsieur le baron; et puis s'il y a des conjectures, des préventions, je saurai y répondre par ma conduite; mon administration me justifiera.

M. CUVIER.

Mais, monsieur le baron, vous n'ignorez pas non plus que la malveillance prépare ses attaques dans

l'ombre; qu'elle attend le jour solennel de la distribution pour protester contre un choix, approuvé par tous les gens de bien.

M. DE MONTBEL.

Et c'est justement pour cela, monsieur le baron, que j'ai cherché un remplaçant; je confonds ainsi les calculs des méchants qui, en vous voyant, seront désarmés.

M. CUVIER.

Mais, monsieur le baron, plus je considère la mission dont vous daignez m'honorer, plus les difficultés m'effraient. Ce discours qu'il me faudra prononcer sera écouté avec beaucoup d'attention, et je marcherai entre mille écueils. J'aimerais mieux avoir à prononcer cinquante éloges d'académiciens à l'Académie des Sciences; j'aimerais mieux avoir à soutenir trente projets de lois à la chambre des députés, que d'être obligé de haranguer une jeunesse souvent irrévérente, insolente, mutine...

M. DE MONTBEL.

Je sais tout cela, monsieur le baron; mais enfin, il faut qu'il y ait un président, il faut qu'un discours soit prononcé. Allons, un peu plus d'assurance, de courage, je ne vous demande pas un long discours! quelques phrases banales, mais bien tournées, suffiront. Ne parlez que des études, de

l'utilité du savoir ; un lieu commun vous fournira ce qui est de rigueur pour une semblable solennité. Soyez court, les jeunes gens vous sauront gré de la brièveté ; vous les surprendrez agréablement... peut-être même serez-vous applaudi.

M. CUVIER.

Ou sifflé.

M. DE MONTBEL.

Ils n'oseraient ! et après tout, qu'est-ce que quelques sifflets honteux ! Vous aurez soin qu'immédiatement après votre discours, on procède à la proclamation des vainqueurs... Immédiatement, entendez-vous bien ? Point d'intermède, point de prélude musical : vite au fait, à la distribution des prix, et nous sommes sauvés.

M. CUVIER.

Comment, vous, monsieur le baron, que j'ai vu si intrépide dans les orages de la tribune, vous dont j'ai admiré si souvent le sang-froid, au milieu des luttes oratoires, vous cédez à un autre la gloire d'une semblable journée ? vous dédaignez l'honneur d'une périlleuse circonstance ? Monsieur le baron, la France a les yeux fixés sur vous !...

M. DE MONTBEL.

Il est temps que je me repose un peu ; maintenant que je suis ministre, je n'ai plus besoin de

multiplier les preuves de mon énergie et de mon courage. J'ai assez fait pour la gloire : quant à vous, monsieur le baron, j'aime à croire que vous mettez un terme à vos objections. Je suis votre chef, et par conséquent je dois compter sur votre docilité ; vous devez donner l'exemple de la soumission à cette foule d'employés qui ne manqueraient pas de faire aussi de l'opposition, s'ils savaient que monsieur le baron Cuvier a été indocile une fois. Nous ne pouvons administrer aujourd'hui qu'avec la fermeté. Tant pis pour ceux qui ne voudront pas marcher avec nous !

M. CUVIER.

Oh ! monseigneur, croyez que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous montrer mon dévouement. Je n'ai pas prétendu refuser la mission délicate que vous voulez bien confier à mon zèle. D'ailleurs, ce ne sera pas la première épreuve dont je sortirai vainqueur ; je n'ai jamais trahi la confiance des ministres ; depuis l'an de grâce 1814, que de fois, commissaire, orateur, conseiller-d'état, etc., etc., etc., je suis monté sur la brèche ! J'irai, monsieur le baron, j'irai monseigneur, à cette distribution de prix, je prononcerai un discours dont vous serez content.

M. DE MONTBEL.

Enfin !... j'étais bien sûr, monsieur le baron,

que vous ne me refuseriez pas. Ah ! si tous les conseillers-d'état vous ressemblaient, si tous avaient vos qualités, nous serions très-heureux. Mais ne doutez pas de ma reconnaissance; je parlerai de vous à Polignac, à la Bourdonnaie, et la première direction générale vacante sera pour vous.

M. CUVIER.

Vous êtes trop bon, monseigneur, assurément vous êtes trop bon; je vais de ce pas préparer mon discours.... Vous en faut-il deux, vous en faut-il trois, quatre? quand je suis en train, cela ne me coûte guère. Si vous avez besoin de moi pour d'autres circonstances, je ne vous ferai jamais faute, et vous pouvez vous fier à mon exactitude et à mon dévouement.

M. DE MONTBEL.

Dieu me garde d'être indiscret!... A demain donc le discours!

(Le ministre donne une poignée de main à M. Cuvier, puis monte l'escalier.)

M. CUVIER, *à part.*

Je donnerais bien un mois de mes appointemens de conseiller-d'état pour être débarrassé d'une semblable corvée!

(Il sort de l'hôtel et remonte dans sa calèche.)

SCÈNE XIII.

●●●
LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.
●●●

M. POZZO DI BORGO.

C'est une explication positive, mon prince, que je vous demande.

M. DE POLIGNAC.

Une explication positive! Mais, monsieur le comte, vous avez tort de vous fâcher.

M. POZZO DI BORGO.

Que faut-il que je pense des expressions menaçantes de votre journal officiel? Il est tout-à-fait anglo-turc, votre journal, et il semble annoncer une prochaine rupture de la France avec la Russie.

M. DE POLIGNAC.

Les articles de journaux ne sont jamais des articles de foi, monsieur le comte, et aucune feuille n'a reçu la confiance de ma pensée, de mes projets.

M. POZZO DI BORGO.

Êtes-vous ami ou ennemi, enfin, mon prince? Daignez m'en instruire; je n'aime pas les amitiés douteuses, incertaines.

M. DE POLIGNAC.

Vous pourriez mettre en doute nos intentions